

**DIRECTION DU COMMISSARIAT D'OUTRE-MER DE NOUVELLE-CALEDONIE
GROUPEMENT DE SOUTIEN DE LA BASE DE DEFENSE DE NOUVELLE-CALEDONIE**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

N° 2024-008

**FOURNITURE D'EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI) ET DE
VETEMENTS PROFESSIONNELS.**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE 3

ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ACCORD-CADRE..... 3

2.1 Modalités générales 3

2.2 Modalités de retrait des articles commandés 3

2.3 Modification de références en cours de contrat 4

2.4 Rupture de stocks 4

2.5 Clauses de péremption 4

2.6 Tailles et pointures extrêmes ou exceptionnelles 4

2.7 Catalogues 4

2.8 Normes en vigueur et évolutions 4

2.9 Exigences conformes au code du travail 5

2.10 Fiche technique, notice d'utilisation 5

2.11 Conditionnement, emballage et transport 6

Annexe 1 : lieux de livraison 7

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Fourniture d'équipements professionnels de protection individuelle (EPI) et de vêtements professionnels :

- des forces armées en Nouvelle Calédonie (FANC) ;
- du régiment du service militaire adapté de Nouvelle-Calédonie (RSMA NC) ;
- de la gendarmerie en Nouvelle-Calédonie

La prestation générale est décomposée en six (6) lots, définis comme suit :

- Lot 1 : protection tête, mains, corps, pieds, voies respiratoires
- Lot 2 : protection anti-chute
- Lot 3 : protection manipulation et charge de batterie
- Lot 4 : protection des soudeurs
- Lot 5 : protection travail forestier et espace vert
- Lot 6 : protection dans les activités de la restauration

ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ACCORD-CADRE**2.1 Modalités générales**

La prestation inclut l'ensemble des articles destinés à un usage professionnel intensif. Le candidat doit tenir compte de ce critère en fournissant des articles de qualité correspondant à cet usage et conforme aux spécificités techniques énoncées au BPU joint au présent document

2.2 Modalités de retrait des articles commandés

La mise à disposition des articles se fait soit dans les locaux du titulaire, soit par livraison sur les différents sites listés à l'annexe 1 du CCTP. Le titulaire s'engage à respecter les délais de mise à disposition ou de livraison auxquels il s'est engagé dans son offre.

Le non-respect de ces délais par le titulaire entraîne des pénalités, conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAP.

Les livraisons des articles sont effectuées à l'adresse inscrite sur le bon de commande. Avant toute livraison, le titulaire doit prendre contact avec la personne responsable de la réception dont les coordonnées figurent sur le bon de commande. Les formalités relatives aux livraisons (emballage, transport et déchargement) sont à la charge du titulaire.

Les articles commandés sont accompagnés d'un bon de livraison, signé par la personne responsable de la réception. Le service fait est effectué sur chorus formulaire.

2.3 Modification de références en cours de contrat

En cas de demande de changement définitif d'un ou plusieurs articles au BPU, le titulaire fait parvenir à la DICOM (dicom-nc.ach.fct@intradef.gouv.fr), un mois avant l'arrêt de la référence, une proposition d'article(s) de substitution ayant les mêmes caractéristiques qualitatives, pour validation par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).

Le prix de la nouvelle fourniture ne peut être supérieur au prix de l'article n'étant plus référencé.

Toute modification apportée au BPU, sans modification de prix, pourra être validée par mail, après accord par le représentant du RPA. Le titulaire fournira le nouveau BPU actualisé.

2.4 Rupture de stocks

Dans l'éventualité où le titulaire n'est pas en mesure d'honorer une commande suite à une rupture de stock momentanée sur un ou plusieurs articles, le titulaire propose sous deux (2) jours ouvrés, un produit de substitution ayant les mêmes caractéristiques qualitatives et quantitatives que l'article défaillant. Ce produit est facturé au prix de l'article qui fait défaut hormis si le produit substitué est moins onéreux que le produit manquant.

2.5 Clauses de péremption

La date de péremption si elle existe, doit apparaître sur l'étiquette collée sur les articles. De plus, sauf précision plus restrictive mentionnée au BPU, si la date de péremption entraîne un dépassement de 40% de la durée de vie du produit (potentiel restant 60%), le titulaire doit prévenir le chargé de prévention des risques professionnels (CPRP) qui peut refuser le produit.

Le titulaire proposera à cet effet, sous deux (2) jours ouvrés, un produit d'un potentiel supérieur ou égal à 60% de sa durée de validité ou un produit de substitution.

2.6 Tailles et pointures extrêmes ou exceptionnelles

Pour les tailles ou les pointures situées en dehors des tailles ou pointures définies au BPU, le titulaire tient informé l'administration de la disponibilité des articles et des délais de livraison dans les conditions prévues à l'article 2.2 du présent document.

2.7 Catalogue

Le titulaire s'engage à fournir, un catalogue en version PDF accompagné d'un simulateur de commandes pour les articles du BPU et un fichier Excel des articles hors BPU comprenant le prix public et le prix remisé. Il doit respecter les exigences suivantes :

- Le catalogue répertoriant tous les équipements EPI commercialisés par le titulaire, faisant apparaître :
 - La désignation des articles ;
 - La description (identification, normes, utilisation, tailles disponibles...) ;
 - La référence des articles ;
 - Les photos ;
 - Le prix unitaire public HT et TTC ;
 - La date de mise à jour du catalogue.

Le titulaire s'engage à respecter la fréquence de mise à jour du catalogue comme définie dans son offre. Le non-respect de ce délai par le titulaire entraînera des pénalités conformément à l'article 8 du CCAP.

Le titulaire s'engage à fournir le simulateur de commandes au plus tard 8 jours ouvrés après la réunion de lancement de contrat. Le non-respect de ce délai par le titulaire entraînera des pénalités conformément à l'article 8 du CCAP.

2.8 Normes en vigueur et évolutions

Les équipements de protection individuelle sont réalisés sur la base des modèles du commerce. Ils doivent répondre aux exigences du règlement (UE) 2016/425 du parlement européen et du conseil du 9 mars 2016 relatif aux équipements de protection individuelle et abrogeant la directive 89/686/CEE du Conseil relative aux équipements de protection individuelle (EPI) (fabricants) et doivent être certifiés CE ou équivalent. Dans le cas d'une modification des normes mentionnées précédemment, le titulaire devra en respecter les évolutions le cas échéant à compter de leur date d'application.

2.9 Exigences conformes au code du travail

Le titulaire doit présenter des vêtements respectant les lois et règlements en vigueur qui fixent des valeurs limitent pour le contenu de substance dangereuse de produits textiles, aussi bien de la matière première du produit (fibres, fils, tissus) que des produits confectionnés (vêtements) et qui interdisent un certain nombre d'entre elles. Sont notamment visées la limitation ou l'interdiction de l'emploi de colorants azoïques dangereux (arylamines dissociables), de produits ignifugeants, de certains métaux lourds (cadmium et nickel), pentachlorophénol (PCP) et du perfluorooctylsulfonate (FFOS).

Les équipements de protection individuelle doivent répondre impérativement aux exigences mentionnées dans les articles du code du travail en vigueur en France métropolitaine énumérés ci-dessous.

Pour la conception des EPI :

- principe de conformité des EPI et constat de non-conformité article L.4311-1 à L.4311-7 ;
- règles techniques de conception article R.4312-6, R.4311-12 et R.4311-13 ;
- procédure de certification article L.4313-1, R.313-20 à R.4313-42, R.4313-57 à R.4313-74, R.4313-80 à R.4313-82, R.4313-17 et 18 ;
- déclaration CE de conformité, marquage, documentation technique article R.4313 à R.4313-6.

Pour l'utilisation des EPI :

- règles générales, maintien en état de conformité, notice d'instructions article L.4321-1 à L. 4321-5, R.4321-4 à R.4322-3 ;
- caractéristiques, conditions d'utilisation, vérification périodiques, formation et information des travailleurs article R.4323-91 à R.4323-106.

2.10 Fiche technique, notice d'utilisation

Chaque article doit posséder une fiche technique et/ou une notice d'utilisation rédigées en langue française qui comprend :

- Le nom et l'adresse du fabricant ;
- Les instructions de stockage, d'emploi, de nettoyage, d'entretien, de révision et de désinfection. Les produits de nettoyage, d'entretien ou de désinfection préconisés par le fabricant ne doivent avoir, dans le cadre de leur mode d'emploi, aucun effet nocif sur les EPI ou leurs utilisateurs ;
- Les performances réalisées lors d'examens techniques pertinents visant à vérifier les niveaux ou classes de protection des EPI ;
- La signification du marquage, lorsqu'il en existe un ;
- Le risque pour lequel l'EPI a été conçu à des fins de protection ;
- La référence au règlement (UE) 2016/425 et, le cas échéant, les références à d'autres législations d'harmonisation de l'Union ;
- Les nom et adresse et le numéro d'identification du ou des organismes notifiés intervenant dans l'évaluation de la conformité des EPI ;
- Les références à la norme ou aux normes harmonisées utilisées, notamment la date de la ou des normes, ou les références aux autres spécifications techniques utilisées ;
- L'adresse du site internet sur lequel la déclaration UE de conformité peut être consultée ;
- Le cas échéant, le genre d'emballage approprié au transport des EPI ;
- Le cas échéant, le mois et l'année ou le délai de péremption des EPI ou de certains de leurs composants ;
- Le cas échéant, les accessoires utilisables avec les EPI ainsi que les caractéristiques de pièces de rechange appropriées ;
- Le cas échéant, les classes de protection appropriées à différents niveaux de risques et les limites d'utilisation correspondantes.

2.11 Conditionnement, emballage et transport

Dans le cas d'une livraison, le mode de transport des articles et les risques afférents au transport aller et retour, incombent au titulaire du contrat.

Les livraisons et les opérations de manutentions (embarquement et déchargement) sont effectuées par la société prestataire et n'incombe en aucun cas aux services bénéficiaires.

Dans tous les cas, le conditionnement des articles doit respecter les normes en vigueur pour les EPI. Chaque vêtement de protection ou de travail est conditionné individuellement sous emballage recyclable ou valorisable. Tous les emballages nécessaires au conditionnement sont à la charge du titulaire du contrat.

Annexe 1 : lieux de livraison

LIEUX DE LIVRAISON
FANC
Quartier de l'Artillerie (DICOM-GSBdD NC)
Quartier Bataillon mixte du Pacifique (ex quartier Gribeauval) DICOM-GSBdD NC)
Quartier Alleyron (EMIA)
Base navale - POINTE CHALEIX
PLUM (RIMaP NC)
TONTOUTA (Base aérienne 186 Paul Klein)
NANDAI (RIMaP NC)
RSMA
Maison du SMA – 11 boulevard Vauban – NOUMEA
75 route François Duvergier - BOURAIL
Route de la Née - KONE
RT1 - KOUMAC
GENDARMERIE
Caserne de Gendarmerie Bailly 365 rue Jacques Iekawé – Normandie - Nouméa